

à propos

Le magazine du
KOFF pour la
promotion de la paix



Région MENA - des conflits oubliés?

swiss
peace

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

point fort

Guerre en Syrie – une crise sans fin ?

2

dossier

Yémen – réforme précoce du secteur de la sécurité dans la promotion de la paix

Prévention des conflits sensible au genre – réflexion sur les masculinités

Israël-Palestine – renforcer le dialogue entre les communautés

Libye – un fossé difficile à combler

Égypte – soins de santé et opportunités économiques pour les migrant·e·s

Travail social en Palestine – une contribution à la paix

Tunisie – des médias artisans de la démocratie participative

“New Profile” contre la militarisation d’Israël

Interview – assurer l'accès aux soins de santé dans un nouvel Afghanistan

4

actualité

Appel urgent pour la justice mondiale

Femmes de Paix Autour du Monde reçoit le prix de la réconciliation de la fondation Klaus Jensen

cfp cherche des mentors!

Inscrivez-vous au cours “Dealing with the Past” de swisspeace

5

calendrier

Événements

editorial

Dans quelle mesure et pour combien de temps pouvons-nous contribuer à la prévention de la violence et à la consolidation de la paix dans la région MENA ?

Plus de 10 ans après le printemps arabe, la quête vers plus de démocratie, de liberté et de paix se poursuit. Des pays comme la Syrie, le Yémen, Israël/Palestine ou l'Iran sont toujours touchés par de graves niveaux de violence, qui ont un impact dévastateur sur la population.

La situation actuelle, particulièrement depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine, offre de mauvaises perspectives. L'inflation et le déplacement de l'attention internationale qui en résultent ont exacerbé l'instabilité économique et politique de la région.

Malgré certains rapports alarmants, cette édition démontre que, même dans de tels contextes, il est possible et essentiel de promouvoir le dialogue entre les parties opposées, de renforcer la démocratie locale, de travailler rapidement sur les réformes institutionnelles et d'améliorer les perspectives d'avenir des populations touchées.

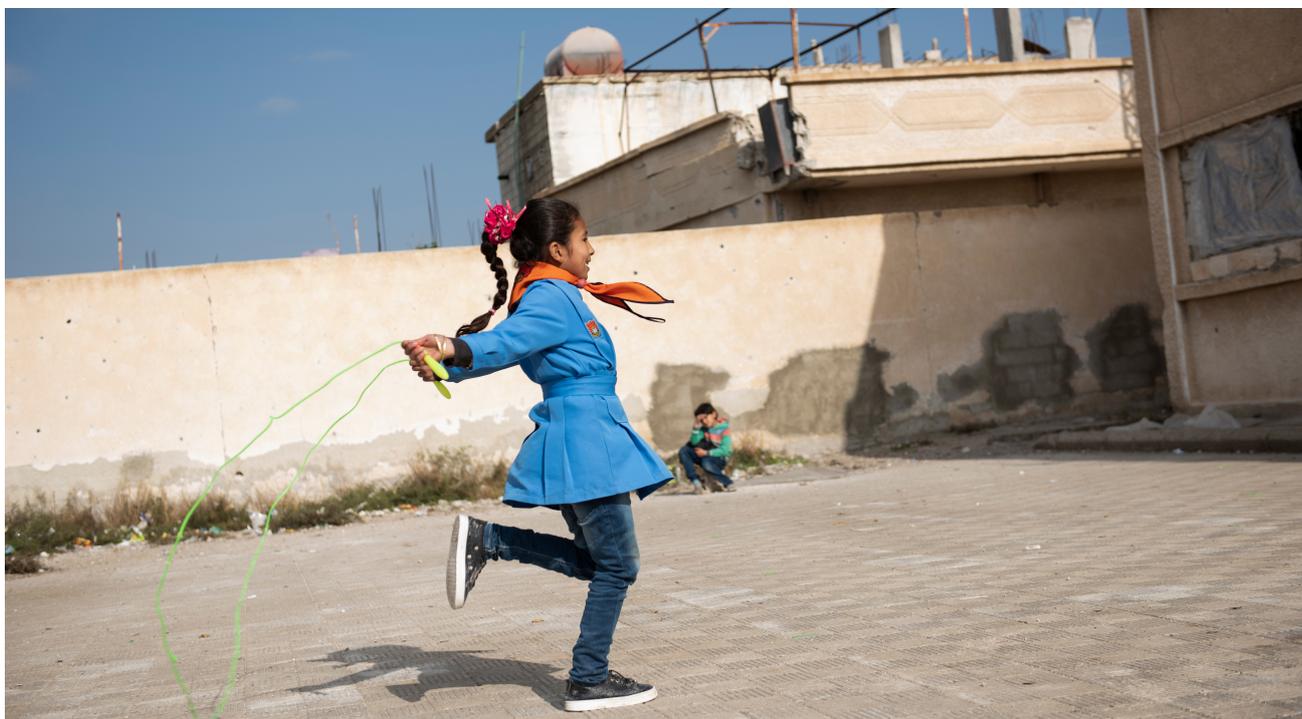
Bonne lecture!

Sanjally Jobarteh, rédactrice du magazine de KOFF

La plateforme suisse pour la promotion de la paix KOFF publie le magazine sur la paix "à propos". Ce faisant, elle crée une plateforme pour les différentes expériences et perspectives de ses membres et partenaires. Les articles du magazine reflètent uniquement les opinions des auteur-e-s et non celles de KOFF ou de swisspeace.

point fort

Guerre en Syrie – une crise sans fin ?



Des écolie-re-s près de Damas : malgré les circonstances actuelles difficiles, la scolarité des enfants est très importante pour l'avenir du pays. Hasan Belal/Caritas Suisse

Après plus de 11 ans de guerre, l'aide humanitaire en Syrie reste essentielle à la survie des populations. À la suite de la guerre en Ukraine, les besoins ont fortement augmenté en raison de l'explosion des prix des denrées alimentaires. Mais les organisations humanitaires ne se limitent pas à tenter de répondre à ces besoins de base, elles s'efforcent aussi de créer des perspectives à long terme dans le cadre de la reconstruction sociale et économique qui s'annonce après la pacification du pays.

La guerre en Syrie est l'une des plus grandes catastrophes humanitaires de l'histoire récente. Depuis 2015, le nombre de mort-e-s a graduellement diminué pour atteindre environ 4000 en 2021. Cela indique certes une diminution de l'intensité du conflit, mais un retour à la "normale" n'est pas en vue. Au contraire, alors que l'attention de l'opinion publique mondiale s'est déplacée vers d'autres régions en conflit et d'autres catastrophes (comme celle de l'Ukraine), la situation économique de la population syrienne se détériore de manière inquiétante.

Une énorme insécurité alimentaire

Sur les quelque 21 millions de Syrien-ne-s, plus de 6,5 millions ont fui au-delà des frontières du pays, principalement vers les pays voisins comme le Liban, la Turquie et la Jordanie. En Syrie même, plus de la moitié de la population active est au chômage et près de 80 pour cent des personnes vit dans la pauvreté. Pour 12 millions de personnes, soit la

grande majorité de la population, la sécurité alimentaire n'est pas garantie; leur survie est un défi quotidien. Elles sont confrontées à une augmentation des prix des denrées alimentaires, qui ont été multipliés par cinq en deux ans, et ne cessent de croître. La situation économique n'a jamais été aussi précaire. Outre la guerre en Ukraine, les pertes massives de récoltes dues à la sécheresse qui a touché le pays et la pandémie de Corona en sont une cause. La Syrie – comme de nombreux pays pauvres dans le monde et notamment le Liban voisin – souffre d'une crise multiple prononcée.

L'aide d'urgence reste indispensable

La coopération internationale, telle que Caritas Suisse la met en œuvre sur place, se définit toujours en tant que contribution à la promotion de la paix. En Syrie, le chemin qui y mène semble toutefois long et semé d'embûches. Dans la situation actuelle, il s'agit de limiter autant que possible les distorsions sociales aggravantes. Sans une pacification durable de la Syrie et une amélioration de la situation économique dans la région, les projets d'aide d'urgence restent indispensables.

Afin de couvrir des besoins de base tels que l'alimentation et le logement, les familles vulnérables sont contraintes d'adopter des stratégies d'adaptation contraignantes. Elles réduisent par exemple le nombre de repas par jour, économisent sur la santé et l'éducation ou vendent une partie de leurs biens dont elles auraient pourtant toujours besoin. Le travail des enfants, l'abandon scolaire et les mariages précoces augmentent. Les tensions et la violence domestiques augmentent. Les relations familiales sont soumises à de fortes pressions dans la lutte quotidienne pour joindre les deux bouts. Caritas Suisse soutient actuellement des familles dans des villes comme Alep ou Homs à travers des versements en espèces : pendant six mois, elles reçoivent des versements mensuels et sont encadrées par des travailleurs et travailleuses sociaux·es. Ce soutien financier leur permet de combler certains de leurs besoins les plus urgents, par exemple pour acheter des médicaments ou mieux isoler leur logement contre le froid hivernal. Parallèlement, Caritas renforce son soutien aux organisations partenaires locales (qui ont un accès direct à la population aux besoins les plus urgents). Membres de la société civile, elles seront des actrices importantes de la sortie de cette crise et du développement pacifique du pays.

Eviter l'émergence d'une "génération perdue"

Même si l'aide à la survie est importante, il faut aussi anticiper les défis de l'après-paix, quelle qu'en soit la forme. Par exemple en matière d'éducation : Le système scolaire public est défaillant et laisse des générations d'enfants et de jeunes sans perspectives de formation. Le travail des ONG et des organisations internationales vise à éviter que le poids de la reconstruction ne pèse sur une "génération perdue" avec peu ou sans formation. Caritas Suisse soutient ses organisations partenaires locales dans leurs efforts d'appui à la scolarisation des enfants. La formation continue des enseignant·e·s est également un facteur nécessaire à cet effet.

Après onze ans de guerre, le financement de projets en faveur de la population syrienne est difficile. Le soutien financier apporté aux grandes agences internationales ne couvre même pas la moitié de leurs besoins. La guerre en Ukraine absorbe ces moyens financiers et entraîne une aggravation de la situation. Mais la hausse des prix a également un impact négatif sur l'aide. Ainsi, le Programme alimentaire mondial a dû réduire les rations de son

aide alimentaire pour des raisons de coûts.

Une paix politique en Syrie est nécessaire pour enrayer la spirale de la pauvreté dans le pays. La guerre coûte trop cher. Malheureusement, les perspectives d'une paix politique se sont encore détériorées avec l'éclatement de la guerre en Ukraine.

L'engagement des ONG n'est donc pas seulement nécessaire sur place : il faut sans cesse rappeler à la communauté internationale qu'elle doit s'engager davantage pour une paix durable et pour la reconstruction. Bien qu'elle peine à faire face à cette crise, la Suisse est elle aussi appelée à poursuivre et à renforcer sa contribution. Toutefois, la République helvétique maintient un rôle marginal en tant que pays d'accueil : Près de la moitié des 20 000 Syrien-ne-s vivant en Suisse n'ont pas le statut de réfugié-e, mais sont seulement "admis-e-s à titre provisoire". C'est dans le cadre d'une approche globale que Caritas s'engage pour leur reconnaissance en tant que réfugié-e-s.

[Caritas Suisse](#)

Petra Winiger

Responsable opérationnelle de la coopération internationale

[links](#)

- [Caritas Suisse](#)

dossier

Yémen – réforme précoce du secteur de la sécurité dans la promotion de la paix



Genève, février 2020. DCAF

Le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF) soutient les processus de gouvernance et de réforme du secteur de la sécurité (SSG/R) qui visent à garantir que les pays et les sociétés sont plus sûrs, grâce à des systèmes de gouvernance en matière de sécurité ancrés dans les principes de responsabilisation, d'État de droit et de respect des droits humains. Cela implique de collaborer avec les structures et institutions étatiques et non étatiques et de les soutenir, garantissant ainsi un système de sécurité adapté aux besoins des populations. Cela nécessite également de veiller à ce que les prestataires de sécurité soient effectivement soumis-es à une surveillance civile à laquelle ils-elles doivent rendre des comptes.

Il peut sembler étrange de parler de SSG/R dans des situations de conflit, dans lesquelles les sociétés luttent encore pour établir le système de gouvernance auquel elles aspirent et, par conséquent, les bases institutionnelles nécessaires pour concevoir et lancer des réformes. Néanmoins, l'expérience du DCAF démontre qu'il est capital d'aborder la SSG/R en amont des processus de résolution des conflits et de promotion de la paix.

Les conflits internes, comme au Yémen, génèrent une peur mutuelle et accroissent la méfiance entre les parties au conflit. Ainsi, celles-ci s'alignent derrière des solutions militaires, dans la conviction qu'elles peuvent vaincre «l'autre» et faire disparaître la source de leurs craintes ou la nécessité d'établir une confiance avec un adversaire. Une telle situation permet aux acteurs et actrices non étatiques et aux systèmes de sécurité hybrides de s'étendre. Tout cela aggrave les conflits, notamment en créant des intérêts particuliers via une "économie de guerre", et empêche les parties au conflit de faire des compromis et d'arriver à un accord. Elles se retrouvent plutôt dans un cercle vicieux où plus le conflit dure, plus elles restent sur leurs positions respectives.

Les mesures visant à instaurer la confiance et la garantie auprès des parties en conflit que des concessions et des accords communs peuvent être trouvés et respectés sont essentielles pour progresser vers la paix. Selon DCAF, plus de telles concessions sont réciproques et plus les garanties sont considérées comme intégrées dans les accords, plus les parties au conflit seront ouvertes aux négociations. Les concessions correspondantes et les garanties acceptées deviennent possibles lorsque les parties travaillent à une vision future ancrée dans des bases communes minimales. Dans la gouvernance du secteur de la sécurité, cela se traduit par un consensus général ou une conception partagée quant au secteur de la sécurité que les parties veulent pour leur avenir, et quant à la façon dont elles veulent qu'il soit structuré, réglementé et gouverné. Tant que les parties se voient pleinement incluses et intégrées dans une telle perspective, elles sont en contrôle et donc capables d'influencer le cours des événements, y compris le respect des garanties. D'une certaine manière, elles estiment que chacune d'entre elles est légitimée et habilitée à agir en tant que "chien de garde" de ce que les autres peuvent ou ne peuvent pas faire. De cette façon, les parties peuvent aussi se fier aux garanties intégrées bien plus qu'aux garanties externes, souvent artificielles et imposées, dont la pérennité peut être remise en question.

Le DCAF teste avec succès cette approche via son programme de soutien au Yémen en offrant un espace de dialogue informé, inclusif et neutre autour des préoccupations et des modalités de sécurité à court terme, dans le but de faire émerger des visions de sécurité à plus long terme entre les parties au conflit.

[DCAF – Geneva Centre for Security Sector Governance](#)

Ayman Ayoub

Responsable de la division Moyen Orient et Afrique du Nord

[links](#)

- [DCAF – Geneva Centre for Security Sector Governance](#)

dossier

Prévention des conflits sensible au genre – réflexion sur les masculinités



Comprendre que le mot "genre" n'est pas synonyme de "femmes" est essentiel pour qu'une approche sensible au genre puisse véritablement transformer la violence. Art de rue, Beyrouth, 2022. Yasmine Janah & Leandra Bias

Quelles sont les différentes formes et approches des masculinités? Quels sont les risques et les potentiels associés au travail sur/avec les masculinités? Comment assurer la promotion de la justice entre les genres dans la consolidation de la paix en tenant compte des masculinités, tout en plaçant au centre les femmes, les personnes LGBTIQ+ et d'autres communautés vulnérables aux préoccupations et besoins divers?

Intégrer la question du genre comme outil analytique dans la prévention de la violence et la promotion de la paix est essentiel. Le cœur de la prévention des conflits tenant compte des questions du genre est d'analyser et de traiter le genre comme un système de pouvoir relationnel. Par conséquent, une approche transformatrice du genre^[1] permet de comprendre efficacement les asymétries de pouvoir et les normes préjudiciables qui posent les bases de l'insécurité et de la violence. Cependant, ce qui prévaut actuellement, c'est une interprétation du terme "genre" largement assimilée aux femmes et conçue à

partir d'une orientation générique.

swisspeace a réalisé une nouvelle étude exploratoire sur les relations entre masculinités, violence et paix. Basée sur des entretiens qualitatifs avec plusieurs organisations au Liban et en Tunisie, elle vise à fournir des orientations destinées aux politiques de paix en discernant les pistes et les risques potentiels du travail avec/sur les masculinités et pour l'égalité des sexes dans la stratégie de prévention.

Face à la polarisation et à la répression sévères au Liban et en Tunisie, les réseaux et les organisations de la société civile (OSC) dirigés par des femmes et féministes ont été l'épine dorsale des efforts de promotion de la paix et de renforcement de l'État. De ce point de vue, ils ont joué un rôle central dans la médiation et l'apport d'une protection et d'un soutien humanitaire aux communautés vulnérables afin de combler les lacunes en matière de prestation de services.

Surtout, les OSC libanaises et tunisiennes opérant aux niveaux local, national et régional ont fait pression pour s'attaquer aux causes profondes et aux impacts de la crise sur la vie des femmes, des hommes et des minorités de genre en remettant en cause les normes, valeurs et structures sociales néfastes. Cela inclut les schémas où les rôles et les pratiques attendus des hommes sont étroitement mêlés aux croyances traditionnelles dominantes liées à la masculinité hégémonique et où de nombreux hommes considèrent les attitudes militarisées comme un moyen viable de gagner leur vie. Les hommes sont censés être les pourvoyeurs, responsable du gagne-pain, les gardiens, les protecteurs de la famille, de la communauté et de la société au sens large.

Avant tout, ces rôles, lorsqu'ils sont maintenus et mis en œuvre, assujettissent la vie et le corps des femmes et renforcent le pouvoir et le contrôle des hommes, y compris sur les ressources. Certaines organisations partenaires ont rappelé que ces attentes idéales dominantes des hommes sont inscrites dans les structures sociales (par exemple, le foyer, les partis politiques, les institutions religieuses et la législation) qui alimentent les moteurs du conflit. Ces structures et la militarisation réaffirment la conception idéale de l'homme en tant que combattant, et normalisent l'usage général de la force et l'exercice du pouvoir politique pour perpétuer différentes formes de violence et de domination. Et pourtant, certains hommes peuvent souscrire à d'autres formes de masculinités. S'ils donnent l'impression de ne pas se conformer aux pratiques dominantes, ils sont relégués à une masculinité subordonnée et sanctionnés pour avoir rompu avec les attentes traditionnelles.

L'étude met en lumière l'approche transformatrice du genre en matière de prévention des conflits pour expliquer les moteurs complexes de la violence en fonction des préoccupations locales. Elle reconnaît que les masculinités sont multiples, complexes, spécifiques au contexte et parfois même contradictoires. Les récits sur les masculinités et sur la façon dont elles interagissent dans les contextes fragiles et affectés par les conflits évoquent à la fois des opportunités et des tensions dans le cadre de la valorisation de la promotion de la paix féministe et de la reconstruction post-conflit. Plus important encore, l'intégration à la prévention des conflits d'une approche transformatrice du genre tenant compte des masculinités permet aux agences, organisations et professionnel-le-s de fournir un mécanisme de responsabilisation, de conceptualiser efficacement les programmes, de mieux s'adapter aux changements rapides de la dynamique des conflits, de reconnaître les signaux d'alerte précoce et, ce faisant, d'atténuer les facteurs de

fragilité et les préjudices.

Pour en savoir plus, consultez l'étude de swisspeace "Masculinités, violence et paix", qui sera publiée en novembre 2022.

[1] Cette approche vise à transformer les normes de genre et s'attaquer aux causes profondes des structures de pouvoir qui renforcent les inégalités.

[swisspeace](#)

Yasmine Janah

Yasmine.Janah@swisspeace.ch

Associate Program Officer & Gender Advisor

dossier

Israël-Palestine – renforcer le dialogue entre les communautés



100 ans d'expérience cumulée à faciliter la rencontre israélo-palestinienne. Lausanne, septembre 2022.

Coexistences

Le conflit Israélo-Palestinien a plus de 100 ans et est ponctué de périodes de violence et de déshumanisation, créant une atmosphère de peur et de suspicion, dont l'une des conséquences est la séparation physique et psychologique. En effet, en Israël et à Jérusalem, les Palestinien-ne-s et les Juif-ve-s vivent à quelques kilomètres les un-e-s des autres, mais dans des communautés distinctes, étudient dans des systèmes éducatifs différents, et ont peu de contacts. C'est d'autant plus vrai dans les territoires palestiniens occupés, et pire encore à Gaza.

Les groupes de rencontre israélo-palestiniens sont la seule occasion d'engager un dialogue constructif qui permet de réhumaniser l'autre au-delà de l'asymétrie de pouvoir, des discours (médiatiques) négatifs, de l'incitation politique, des préjugés et de la victimisation compétitive. De tels espaces de coopération et confiance mutuelle sont indispensables. Ils permettent aux participant-e-s de dépasser la délégitimation et l'ignorance (qui entretiennent l'indifférence à l'égard de l'occupation et de la violence) pour adopter une vision plus nuancée et complexe. Pour reprendre les propres termes des participant-e-s, ces espaces leur permettent de "retrouver la raison et de donner du sens aux événements",

en reconnaissant qu'ils sont lié-e-s les uns aux autres. Le dialogue n'est pas une fin en soi, mais un outil en faveur du changement, tant au niveau personnel que structurel. Certes, le dialogue ne peut résoudre un conflit sans une négociation directe, mais la paix se fait entre les gens, et aucun-e act-eur-ric-e politique ne se risquera à négocier en l'absence de soutien des communautés des deux côtés.

Une étude des effets à long terme du dialogue israélo-palestinien a démontré que 75% des participant-e-s sont toujours impliqué-e-s un an après, 53% après trois ans et que 17% d'entre elles-eux choisissent de travailler dans le domaine de la consolidation de la paix. Pourtant, une étude de 2019 estime que moins de 2% de la population israélienne a participé au dialogue binational dans le cadre de l'une des 164 initiatives citoyennes et que la constitution de groupes de rencontre devient problématique. À titre de comparaison, lors du conflit en Irlande du Nord, plus d'un tiers de la population avait participé à des rencontres organisées par les 6000 initiatives citoyennes dans le cadre d'un fonds international, sur une période de 12 ans précédant l'Accord du Vendredi Saint. Ainsi, afin de créer un mouvement en faveur d'une paix prolongée et durable, il faut nettement plus de citoyen-ne-s engagé-e-s dans le travail de personne à personne (P2P) en Israël et en Palestine, sous la direction de personnes facilitatrices compétentes et avec un financement ad hoc. De nombreu-x-ses facilitat-eur-ric-e-s en activité ont une expérience pratique significative, mais on estime que seulement 15 à 20% d'entre eux-elles ont reçu une formation adéquate. Aucun secteur majeur n'encourage la fertilisation croisée, la réflexion et l'utilisation des connaissances collectives.

Ainsi, en s'appuyant sur les facilitat-eur-ric-e-s des 33 groupes que Coexistences a accueillis depuis 2006 (qui ne se connaissaient que très peu et ne connaissaient pas les autres programmes et approches proposés par l'organisation), Coexistences a développé un programme pilote de deux ans dont le but est de créer un cercle vertueux d'échanges et d'approfondissement des débats autour des problèmes auxquels les praticien-ne-s sont confronté-e-s (tels que la confiance, l'espace protégé, l'asymétrie de pouvoir, les événements extérieurs, le travail de groupe et la dynamique). Dix-sept intervenant-e-s d'Israël, de Jérusalem et de Cisjordanie, cumulant 100 ans de pratique, ont constitué un groupe lors du premier séminaire, début septembre et ont appris les un-e-s des autres.

Depuis leur retour, deux groupes d'intérêt se sont formés et se sont réunis à deux reprises, ce qui prouve que le programme répond bien à un besoin. Un programme de rencontres locales fera le lien avec le deuxième et dernier séminaire prévu en 2023, organisé par les participant-e-s eux-elles-mêmes.

[Coexistences](#)

Fiuna Seylan

Présidente

[links](#)

- [Coexistences](#)

dossier

Libye – des difficultés à combler le fossé



Atelier avec les agent·e·s de changement en Libye. Interpeace

Ces dix dernières années, la Libye a connu plusieurs conflits politiques et économiques. Le pays subit une grave crise de leadership, dont il résulte une importante rupture entre les citoyen·ne·s et les autorités de l'État. Nombre d'acteurs et actrices polarisé·e·s dominent la scène politique, accentuant les griefs d'ordre économique et social. Qui plus est, différentes entités poursuivent des objectifs intéressés et restreints, ce qui a causé une fragmentation de la communauté internationale.

En Libye depuis 2011 et, plus récemment, au Yémen, Interpeace concentre ses efforts de consolidation de la paix sur le terrain. L'une de nos approches de consolidation de la paix ("track 6") vise à combler le fossé entre les communautés locales, la société civile, les gouvernements et la communauté internationale. Cette approche contribue à ce que les politiques menées correspondent aux réalités locales, et s'enrichissent de la connaissance de terrain. Elle est néanmoins largement mise à mal à de nombreux endroits de la région MENA, en conséquence d'une profonde fragmentation politique et sociale. En l'absence de processus politiques reconnus, la consolidation de la paix sur le terrain porte ses fruits au niveau local, mais ne peut exercer d'impact plus grand à l'échelle d'une région ou d'un pays. En Libye, nos interventions de consolidation de la paix ont instauré localement la confiance et mis en évidence des solutions à des problèmes locaux, sans toutefois que cet effet gagne le processus de décision de haut niveau ("track 1").

Au cours des onze années d'action en Libye, Interpeace a assisté aux différentes phases de conflit régional et local, et a donc adapté sa planification à ce contexte. Par le projet de "cartographie de la paix", l'organisme a cherché à expliquer pourquoi certaines communautés demeuraient pacifiques malgré un environnement instable. Ce projet a constitué la base des travaux de suivi réalisés par Interpeace, qui ont visé à renforcer par le dialogue la capacité de résilience au niveau local, et à établir progressivement des îlots de stabilité partout dans le pays. Ce programme a mis en place et accompagné un réseau d'agent-e-s de changement constitué de Libyen-ne-s de tous âges, genre et statuts sociaux, parties intégrantes de leur communauté et jouant un rôle central dans celles-ci. Ces agent-e-s ont bénéficié d'une formation à la médiation, à la facilitation de dialogue, ainsi qu'à l'analyse et à la transformation de conflit.

Les agent-e-s de changement apportent une amélioration par leur réponse aux problèmes de la communauté, de la collecte de déchets au traitement du traumatisme de guerre ; pourtant, ces personnes ne sont pas en mesure d'aborder des enjeux politiques au niveau national. Par conséquent, même si nos interventions de consolidation de la paix ont permis la création d'îlots de stabilité partout dans le pays, l'instabilité économique et politique restreint notre capacité à étendre, via le réseau de ces agent-e-s, cette stabilité locale à la sphère nationale.

Renée Larivière, directrice principale de la gestion des programmes chez Interpeace, explique la réflexion derrière notre approche de consolidation de la paix pour pallier à la difficulté de combler le fossé en Libye : "Dans ce contexte, nos efforts ont visé à donner aux communautés les moyens de construire la paix, car c'est un élément essentiel pour permettre aux communautés de gérer leurs divisions et conflits de manière juste, non-violente, et inclusive. En Libye, et désormais aussi par notre programme au Yémen, Interpeace poursuit son travail auprès des agent-e-s de changement sur le terrain, afin d'apporter une amélioration dans leurs communautés mais également de promouvoir l'action au rang d'engagement civique plus structuré."

[Interpeace](#)

Mónica Aldana

Chargée de communication digitale

[Interpeace](#)

Luvini Ranasinghe

ranasinghe@interpeace.org

Responsable de la communication

links

- [Interpeace](#)

dossier

Égypte – soins de santé et opportunités économiques pour les migrant·e·s



Patient·e·s, personnel et volontaires du Croissant-Rouge égyptien (ERC) en octobre 2021. ERC

Le Caire compte près de 22 millions d'habitant·e·s et souffre de la surpopulation. En raison de la forte croissance démographique et d'un taux de pauvreté d'environ 25%, de nombreuses personnes doivent rivaliser pour avoir accès à l'emploi, au logement et aux biens publics tels que les soins de santé, l'éducation et les installations sanitaires.

Les personnes migrantes et les réfugiées font partie des groupes de population les plus vulnérables du Caire. La situation géographique de l'Égypte entre le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Europe en fait un pays de transit et de destination clé pour les migrant-e-s et les réfugié-e-s d'Afrique subsaharienne et de Syrie. Vivant dans des zones urbaines appauvries où les communautés égyptiennes locales font déjà face à des conditions de vie difficiles, les migrant-e-s sont souvent confronté-e-s à la discrimination, au rejet et à la violence. Ils disposent d'options limitées en matière d'activités économiques et luttent pour accéder aux biens publics. Les barrières linguistiques, en particulier pour celles et ceux en provenance d'Afrique subsaharienne, contribuent encore plus à leur marginalisation et au risque qu'ils-elles deviennent victimes d'exploitation.

En 2017, la Croix-Rouge suisse (CRS) s'est associée à la Croix-Rouge allemande et au Croissant-Rouge égyptien (ERC) pour travailler sur la résilience communautaire et la cohésion sociale dans les quartiers du Caire présentant un taux élevé de migrant-e-s. Grâce au soutien financier de l'UE[1] et de la DDC, l'ERC gère six centres communautaires où les migrant-e-s et les Égyptien-ne-s ont accès à des services de santé gratuits et peuvent obtenir de l'aide pour développer leurs activités économiques. Ces centres, gérés à la fois par des employé-e-s et des bénévoles de l'ERC, recrutent également des volontaires parmi les différents groupes de migrant-e-s. Ces dernier-e-s permettent d'élargir l'accès des communautés aux services de l'ERC et fournissent des services de traduction si nécessaire.

Si les migrant-e-s peuvent en théorie accéder aux prestataires de santé gouvernementaux, ils-elles sont en réalité confronté-e-s à de nombreux obstacles, comme la langue, la discrimination et la qualité des services. Par conséquent, les services proposés dans les centres comprennent des soins de santé primaires et secondaires (par exemple, pédiatrie, gynécologie, dermatologie), la fourniture de médicaments gratuits, le dépistage de maladies transmissibles et non transmissibles et des séminaires d'éducation en matière de santé.

Le poids de la santé mentale est lourd pour les migrant-e-s, étant donné les circonstances auxquelles ils-elles ont été confrontés dans leur pays d'origine et pendant le voyage, et leur installation souvent difficile dans leur nouvel environnement. Ainsi, le soutien psychosocial fait partie des services essentiels fournis dans les centres.

Pour diversifier leurs opportunités de revenus, les migrant-e-s et les membres de la communauté d'accueil peuvent également bénéficier de formations professionnelles (par exemple, couture, maintenance des téléphones portables) dans les centres de formation partenaires. Les diplômé-e-s reçoivent un financement d'amorçage pour lancer leur microentreprise. En outre, la formation à l'employabilité aide les migrant-e-s à trouver un travail rémunéré afin de garantir un revenu stable pour eux et leur foyer.

Le CRS constate que les services fournis dans les différents centres du Caire améliorent la santé et les opportunités économiques des utilisateur-ric-e-s, influant ainsi positivement sur leur résilience globale. Les services étant fournis non seulement aux migrant-e-s et aux réfugié-e-s, mais aussi à la population locale, la cohésion sociale dans les quartiers en est renforcée. Ainsi, personne n'est exclu et cela favorise les contacts positifs entre différents groupes.

[1] Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique.

[Swiss Red Cross](#)

Jürg Graf

Juerg.Graf@redcross.ch

Program Manager

links

- [Swiss Red Cross](#)

dossier

Travail social en Palestine – une contribution à la paix



École spécialisée du centre de réhabilitation Star Mountain à Abu Quash/Ramallah, 2017. Mission 21

Le conflit israélo-palestinien, qui dure depuis des décennies, a quelque peu disparu du radar européen pour laisser place à d'autres crises et guerres internationales actuelles. En Cisjordanie, à Gaza ou en Israël, des incidents et des violences se produisent pourtant presque quotidiennement. Un groupe de la population palestinienne a particulièrement été mis de côté: Les personnes en situation de handicap mental font l'objet de peu de préoccupation. La conscience de leurs droits comme le soutien que l'État leur apporte font défaut. Parfois, le sujet est même tabou dans la société palestinienne. Les familles dans lesquelles vivent des enfants en situation de handicap sont donc livrées à elles-mêmes et souvent dépassées par la prise en charge dont leurs proches auraient besoin. Parfois fortement négligées, les personnes en situation de handicap vivent en marge de la société. Une éducation ainsi qu'un développement optimal leur sont souvent refusés.

Près de Ramallah, le centre de réhabilitation de Sternberg soutenu par Mission 21, accueille avec succès des enfants et des jeunes en situation de handicap mental depuis plus de quatre décennies. L'offre du centre de réhabilitation va d'un jardin d'enfants inclusif au plaidoyer pour l'inclusion des personnes en situation de handicap dans la société, en passant par la formation scolaire et professionnelle.

Au cœur d'une région sujette aux conflits politiques, ce travail socio-diaconal contribue également à la réconciliation: celle des familles avec leurs enfants en situation de handicap, entre personnes chrétiennes et musulmanes. Les personnes souffrant de handicap mental sont soutenues indépendamment de leur appartenance religieuse ou confessionnelle. Les collaborateurs chrétiens et musulmans travaillent naturellement et sans problème ensemble. Ils-elles poursuivent le soutien individuel des enfants et des jeunes qui leur sont confiés, indépendamment de leur origine ou de leur religion. L'établissement est soutenu par l'Evangelische Brüder-Unität/Herrnhuter Brüdergemeine. Cette église évangélique, petite mais répandue dans le monde entier, est présente dans la région depuis 1866. Initialement, on y soignait des personnes chrétiennes, musulmanes ou juives atteintes de la lèpre et, à partir de 1980, des enfants en situation de handicap, indépendamment de leur appartenance religieuse. Le travail n'est pas centré sur les confessions religieuses ou politiques, mais sur l'individu, sur ses capacités et ses besoins. Les enfants et les jeunes profitent de ce travail social interreligieux. Il ne permet pas de résoudre le vieux conflit du Proche-Orient. Mais il apporte une contribution essentielle à la prise de conscience que l'inclusion de tous les êtres humains peut contribuer à la réconciliation et à la paix.

[Mission 21](#)

Johannes Klemm

johannes.klemm@mission-21.org

Responsable de l'équipe Afrique

[links](#)

- [Mission 21](#)

dossier

Tunisie – des médias artisans de la démocratie participative



Lors d'une session de formation aux médias du programme PACT (Participation Active des Citoyennes et Citoyens Tunisiens) en avril 2022. Asma Ben Garga/Fondation Hironnelle

Après plus d'un demi-siècle d'instrumentalisation gouvernementale, l'un des acquis immédiats de la révolution tunisienne de 2011 fut la liberté de la presse et de l'information. Le paysage médiatique s'est alors réinventé en même temps que les Tunisien-ne-s ont élaboré leur nouveau projet de société qui introduit deux notions essentielles dans la Constitution de 2014: décentralisation et démocratie participative. C'est dans ce contexte visant à créer du lien dans un pays polarisé et longtemps muselé, que la Fondation Hironnelle était intervenue une première fois entre 2011 et 2016, dès la chute de l'ex-président Ben Ali afin de favoriser l'accès à une information de proximité indépendante, fiable et utile en soutenant la réforme de plusieurs chaînes régionales de la radio publique tunisienne.

Depuis 2020, nos équipes travaillent à favoriser le dialogue entre citoyen-ne-s et gouvernant-e-s au sein de l'espace civique, pour donner une chance à une réelle co-construction de l'action publique dans des communes nouvellement créées ou isolées. En consortium avec l'organisation danoise NIRAS, la Fondation Hironnelle met en œuvre le volet médias du programme PACT, pour la "Participation Active des Citoyennes et Citoyens Tunisiens". Ce programme financé par la DDC s'inscrit dans la stratégie de la Coopération Suisse pour la Tunisie.

L'objectif global du PACT est de contribuer au renforcement de la démocratie locale dans le cadre du processus de décentralisation, en favorisant un dialogue structuré autour du pouvoir local impliquant toutes les parties prenantes. Ces discussions thématiques ont pour but d'améliorer les conditions de vie au niveau local, de redéfinir des priorités locales collectives, et de tisser de nouvelles relations entre le pouvoir local municipal, le pouvoir décentralisé (directions régionales, délégué-e-s du gouvernement), les citoyen-ne-s et les organisations de la société civile (OSC). Dans cette première phase de trois ans, les activités sont centrées sur cinq gouvernorats de la région centre : Kairouan, Le Kef, Siliana, Kasserine et Sidi Bouzid (représentant près de 20% de la population tunisienne).

Concrètement, sept municipalités ont été soutenues pour organiser des forums communautaires afin d'initier des projets d'intérêt public, prioritaires pour la commune. La Fondation Hironnelle s'est servie de ces cas pratiques pour créer et former sur le long terme un réseau de 18 journalistes locaux, dont les correspondant-e-s de l'agence semi-étatique Tunis Afrique Presse. L'objectif est d'améliorer leurs connaissances et compétences professionnelles, pour que les médias soient de vrais outils d'information et de suivi des politiques publiques entraînant davantage de redevabilité, de dialogue et de confiance mutuelle.

Cette dernière notion sous-tend la démarche générale du projet. Pour contribuer à l'autonomie des jeunes élu-e-s dans l'exercice de leur mandat démocratique, la Fondation Hironnelle leur a procuré des séances de "media training", afin de leur donner les clés pour créer ou consolider un réseau d'échange entre eux-elles et la presse, favorisant la bonne information du public et le débat au niveau local.

[Fondation Hironnelle](#)

Nicolas Boissez

nicolas.boissez@hironnelle.org

Responsable de la communication et des relations publiques

[links](#)

- Fondation Hironnelle
- Tunisie: une gouvernance locale plus inclusive et citoyenne, grâce à des médias renforcés

dossier

"New Profile" contre la militarisation d'Israël



Réunion de New Profile après qu'un groupe de jeunes ait été exempté du service militaire, Tel Aviv en juin 2019. New Profile

Depuis 2012, Femmes pour la paix Suisse soutient l'organisation féministe et antimilitariste New Profile, qui s'engage depuis plus de 20 ans dans la société israélienne. New Profile est convaincue que le militarisme menace les valeurs civiles et démocratiques, bloque le chemin vers la paix et la fin de l'occupation israélienne et encourage les violations des droits humains contre les Palestiniens et Palestiniennes et d'autres personnes.

L'organisation soutient les opposants et opposantes à l'armée, principalement les objecteur·rice·s de conscience, qui ont particulièrement la vie dure en Israël. "Les personnes qui veulent éviter le service militaire sans faire de vagues y parviennent souvent assez facilement. Celles qui font de leur refus un acte public (en particulier les objecteur·rice·s de conscience) sont en revanche traitées très durement et souvent emprisonnées", constate un rapport de New Profile.

En Israël, le service dans l'armée (Israeli Defense Force IDF) est considéré comme un devoir, une nécessité et une chance. L'armée israélienne se présente publiquement depuis des années comme un corps progressiste en raison des diverses offres de possibilités d'engagement pour les femmes. Il en va de même pour le traitement des personnes LGBTQ. Selon New Profile, la réalité est toutefois nettement plus problématique. L'inégalité des sexes et de l'orientation sexuelle dans l'armée se manifeste par la discrimination et une culture (majoritairement masculine) du mépris et de la moquerie quotidiens.

New Profile critique aussi et surtout la présence de l'armée dans l'espace social et civil. Les soldat·e·s sont présent·e·s dans les rues, les universités, les gares et les centres commerciaux. L'armée est également omniprésente dans les médias et les annonces commerciales. L'organisation déplore également le lien entre l'armée et l'école. Ainsi, les écolier·e·s entre la 10e et la 12e année seraient par exemple envoyé·e·s en voyage d'expérience, au cours duquel ils-elles vivraient dans la base militaire, apprendraient à tirer et seraient commandé·e·s par des soldat·e·s afin de simuler l'expérience de la formation militaire de base. Ainsi, le recrutement est un processus lent et constant qui commence tôt. L'armée fait donc partie de la norme et reste présente plus tard dans la vie des israélien·ne·s.

Le travail d'information auprès du public via les médias sociaux, les publications et, si

possible, le contact direct (par exemple dans les écoles) est donc un objectif important de New Profile. En outre, l'organisation offre aux personnes concernées la possibilité d'apprendre avec des pédagogues et des thérapeutes et de se confronter de manière critique à cette réalité. Ces échanges doivent permettre aux jeunes de découvrir un autre point de vue sur le militarisme.

[Femmes pour la Paix](#)

Agnes Hohl

agnes.hohl@bluewin.ch

Présidente

links

- [Femmes pour la Paix](#)
- [New Profile](#)

dossier

Interview – assurer l'accès aux soins de santé dans un nouvel Afghanistan



Khadija (à droite), sage-femme, pèse le bébé de Nooria (à gauche). Les sages-femmes de Tdh assurent le suivi médical des femmes et des bébés à partir de la 12e semaine de grossesse jusqu'au sixième mois après l'accouchement. Tdh

Entretien avec Erhard Bauer, responsable de la délégation de Terre des hommes (Tdh) en Afghanistan, au Pakistan et au Tadjikistan.

Quel est votre champ d'action en Afghanistan ?

Terre des hommes (Tdh) fournit des soins de santé materno-infantile en Afghanistan depuis 1995. Notre travail répond au manque d'accès aux soins, en partie dû à certaines traditions afghanes limitant la mobilité des femmes. Nous employons des équipes mobiles de sage-femmes et de travailleurs sociaux qui se rendent chez les familles et leur fournissent des soins de santé et des services sociaux (examens, conseils sur la préparation à l'accouchement et soins aux nouveau-nés, instructions d'hygiène et conseils sur le planning familial). Grâce à cette approche, Tdh a contribué de manière significative à la réduction de la mortalité maternelle et infantile.

Une autre partie essentielle de notre travail en Afghanistan est la protection des enfants. Nous soutenons les enfants et leurs familles qui se déplacent à l'intérieur de l'Afghanistan ainsi que celles et ceux qui reviennent du Pakistan et de l'Iran. Les conflits armés en Afghanistan ont provoqué d'énormes mouvements de population au cours des 21 dernières années. Aujourd'hui encore, l'occupation des terres, la saisie des biens et les sécheresses affectent les moyens de subsistance que de nombreuses personnes déplacées et réfugiées avaient dans leur lieu d'origine, ce qui les empêche de rentrer chez eux-elles. Ainsi, ils-elles restent dans des zones offrant de meilleures conditions de vie (principalement dans les grandes villes ou à l'est de l'Afghanistan). Les enfants déplacés de leur environnement initial vivent dans des conditions précaires (sansabri adéquat) et ne sont souvent pas les bienvenus dans leur nouvel environnement. Dans ces nouvelles zones, soit les services nécessaires (soins de santé ou école) sont inexistant, soit les ressources locales sont si limitées qu'elles ne peuvent répondre aux besoins de ces enfants. Comme mécanismes d'adaptation, certaines familles ont recours au travail des enfants ou au mariage précoce. Le rôle de Tdh est de contribuer à prévenir une telle situation en sensibilisant les familles et les communautés d'accueil aux conditions d'accueil, en soutenant leurs moyens de subsistance et en favorisant l'accès à de nouvelles opportunités génératrices de revenus. Tdh a ainsi aidé de nombreux enfants à retourner à l'école.

La prise du pouvoir par les Talibans sur le régime afghan a-t-elle eu un impact sur votre travail ?

La prise de pouvoir par les Talibans, qui a eu lieu l'année dernière (en août 2021), n'a que très peu changé la donne pour nous. Comme certain·e·s de nos collègues avaient déjà travaillé dans des régions contrôlées par les talibans, nous avons déjà acquis, en tant qu'organisation internationale, l'expérience du travail en coordination avec des responsables talibans, dans leurs zones de contrôle.

Quelle a été votre principale préoccupation après ce changement et comment y faites-vous face ?

Sur place, nous employons 280 personnes afghanes et trois expatriées. Le personnel féminin afghan accompli la majorité de notre travail. Notre programme de santé maternelle et infantile est presque exclusivement réalisé par des sages-femmes, des médecins et des travailleuses sociales, avec seulement quelques collègues masculins. Après la prise du pouvoir des talibans, notre principale préoccupation était de connaître leur position officielle sur l'emploi des femmes. Nous ne savions pas si nos collègues féminines allaient pouvoir continuer leur travail. Il a fallu plusieurs semaines, voire plusieurs mois, avant que le pouvoir des talibans ne soit réellement établi et que nous puissions identifier les homologues à qui nous adresser au sein de la nouvelle administration. Dans un premier temps, ce climat d'incertitude nous a conduit·e·s à arrêter nos activités. Une fois que nous avons identifié les interlocuteurs disponibles au niveau national et provincial, nous avons

obtenu les permis nécessaires assez rapidement (en trois semaines), permettant à nos employées de sortir et de poursuivre leur travail.

Comment était votre environnement (de travail) pendant le changement de régime ?

La prise de pouvoir s'est déroulée de manière essentiellement pacifique dans les grandes villes, mais elle a entraîné de nombreux changements dans l'administration, auxquels la population n'était pas préparée. Elle a été choquée, surtout par la rapidité des changements. Les responsables du secteur de la sécurité (police, armée) ont disparu et des acteurs non officiels ont d'abord assuré les services de sécurité. Puis, les talibans ont progressivement repris certaines de ces fonctions. Assurer la sécurité de notre personnel était notre priorité. Par la suite, nous avons pris le temps de discuter en interne des prochaines étapes, de notre position dans ces circonstances, de ce qui serait encore possible et de ce qui ne le serait plus. Au final, nos activités de santé maternelle et infantile n'ont pas été très affectées car nous avons bénéficié du soutien de la communauté et de certains talibans qui reconnaissent la valeur ajoutée de notre présence. En outre, nos principes d'impartialité et de neutralité nous ont certainement ouvert des portes.

Quels sont les opportunités et les défis que vous entrevoyez pour l'avenir de votre travail en Afghanistan ?

Au cours des dernières décennies et avant que les talibans ne prennent le contrôle de Kaboul, nous avons assisté à des améliorations des taux de fréquentation des écoles et de l'enseignement supérieur, notamment concernant les filles. Depuis mars 2022, les talibans les obligent à interrompre leur scolarité à partir du collège. Pour l'instant, nous sommes toujours en mesure de recruter des femmes qualifiées, mais si la situation continue ainsi, il y aura bientôt un manque de main d'œuvre compétente dans le secteur de la santé.

[Interview de](#)

Erhard Bauer (Tdh)

Responsable de la délégation Afghanistan, Pakistan & Tadjikistan

[links](#)

- [Terre des hommes \(Tdh\)](#)

actualité

Appel urgent pour la justice mondiale



Neuza Yacusa, Mozambique

**DRINGENDER
APPELL FÜR
GLOBALE
GERECHTIGKEIT.**

Nous voulons une Suisse engagée et solidaire!

Pendant longtemps, le monde a changé pour le mieux. Mais aujourd'hui, il semble se désorganiser sous le poids de crises multiples. La communauté internationale est confrontée à des défis que nous ne pouvons relever qu'ensemble. Vous aussi, faites un geste pour une politique équitable et signez notre [appel pour une justice globale](#).

links

- [Appel urgent pour une justice globale \(en allemand\)](#)

actualité

Femmes de Paix Autour du Monde reçoit le prix de la réconciliation de la fondation Klaus Jensen



Avec le prix de la réconciliation 2022, la fondation allemande Klaus Jensen pour la transformation des conflits civils honore l'engagement de Femmes de Paix Autour du Monde en faveur des femmes touchées par la guerre et les conflits.

Dans son éloge, Malu Dreyer, ministre-présidente de Rhénanie-Palatinat et membre du conseil d'administration de la fondation, a reconnu le rôle que joue Femmes de Paix Autour du Monde dans la construction féministe de la paix. La participation des femmes aux négociations de paix et aux décisions politiques liées à la paix est plus qu'une simple question de participation politique ou de justice, a-t-elle déclaré. "C'est aussi un élément central de la construction d'une paix durable". Femmes de Paix Autour du Monde, a-t-elle ajouté, renforce "l'engagement de femmes courageuses en faveur d'un monde pacifique dans le monde entier."

La fondatrice et présidente de PeaceWomen Across the Globe, Ruth-Gaby Vermot-Mangold, a accepté le prix de 5000 euros à Trèves le 30 septembre 2022.

links

- [Lisez le communiqué de presse et le discours d'acceptation de Ruth-Gaby Vermot-Mangold ici. \(Le discours n'est disponible qu'en allemand\).](#)

actualité

cfid recherche des mentors!



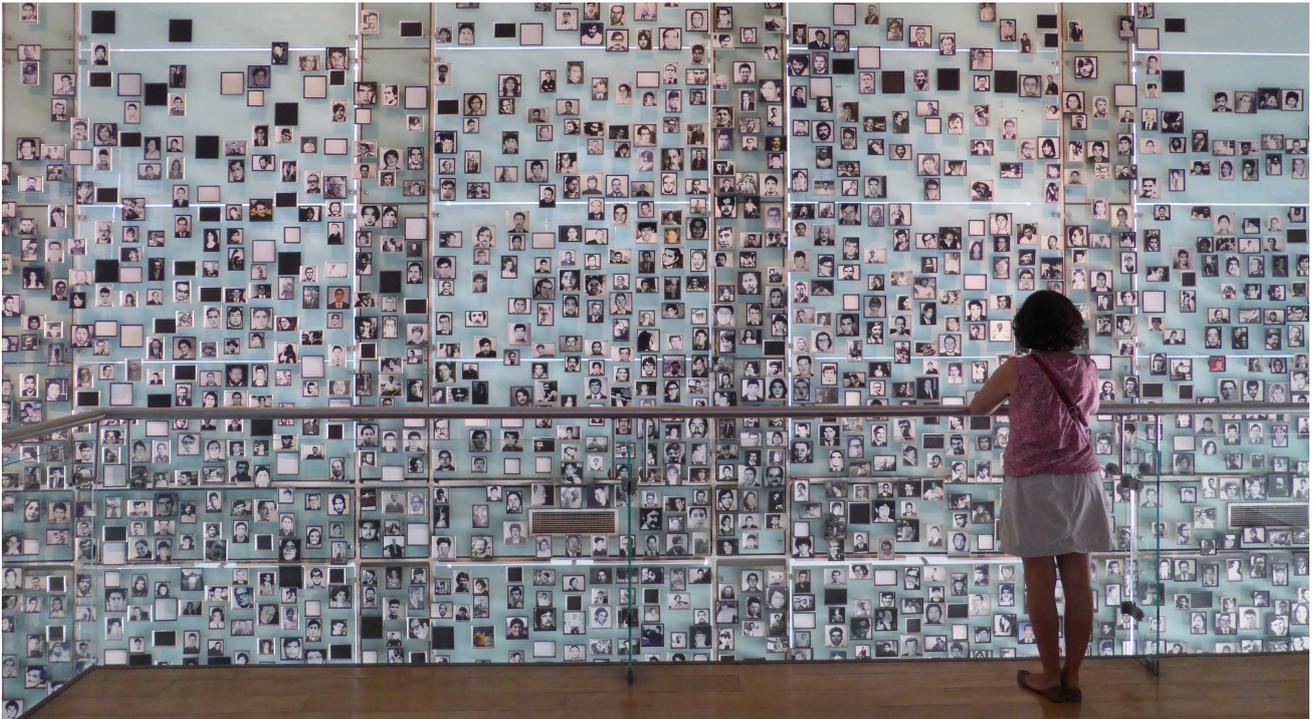
Pour son programme de mentoring professionnel, cfd recherche des mentors aux professions suivantes: biologistes, gestionnaires, nutritionnistes, juristes, informaticiens, comptables et agronomes. Vous souhaitez soutenir ce programme grâce à vos connaissances et votre réseau? Veuillez contacter [Theodora Leite Stampfli](#).

links

- [Programme de mentoring professionnel de cfd](#)

actualité

Inscrivez-vous au cours "Dealing with the Past" de swisspeace



Trouver le moyen de gérer un passé violent suite à une guerre civile, un régime autoritaire ou une occupation, est considéré par certain-e-s comme la base d'une paix durable, de la démocratie et de l'État de droit. Découvrez comment les sociétés sortant de la violence et des conflits gèrent le passé et préparent leur avenir.

Objectifs:

- Comprenez les différentes approches du traitement du passé.
- Familiarisez-vous avec les notions, concepts et mécanismes les plus importants en matière de justice transitionnelle et de traitement du passé (commissions de vérité, archives, programmes de réparation, garanties de non-récurrence, etc.).
- Apprenez comment les processus de traitement du passé ont été conçus et mis en œuvre dans différents contextes.
- Comprenez complexités, les défis et les politiques inhérents aux processus de traitement du passé et à la conception de mécanismes et d'interventions.

- Echangez sur vos expériences et faites partie d'une communauté de praticien·ne·s de la promotion de la paix.

swisspeace

links

- [Informations & candidature](#)

calendrier

Events

NOUVELLES DES MEMBRES DE KOFF

Retrouvez les informations et événements relatifs à la plateforme KOFF et ses organisations membres sur notre [page web](#).

GENEVA PEACE WEEK – “RISQUES ET OPPORTUNITÉS POUR LA PAIX “

Principles for Peace, Fondation Hirondelle et Fondation ICT4Peace

2.11.2022

Les espaces numériques apportent à la fois des risques et des opportunités pour la paix. Nous pouvons le constater du Zimbabwe au Venezuela, de l'Ukraine aux Etats-Unis, du Sri Lanka à la Syrie, et dans de nombreux autres endroits dans le monde. L'objectif de cet atelier est de démontrer dans quelle mesure les espaces numériques peuvent à la fois contribuer et nuire au processus de paix. Nous nous appuierons sur une recherche menée en mai 2022, basée sur une série d'entretiens. Participez à notre atelier et échangez avec nos panélistes : chercheur·se·r·s, expert·e·s en technologie et et médias du monde entier !

[Détails & inscription](#)

KITCHEN BATTLE

Cuisine sans frontières (Csf)

3-6.11.2022 à Berne

17-19.11.2022 à Lucerne

Les compétitions de cuisine de Csf sont des événements gastro-culturels unique. Différentes équipes, de la haute cuisine aux pubs branchés, cuisinent les unes contre les autres sur scène, devant et pour le public. Et tout cela pour une bonne cause: financer les projets de Cuisine sans frontières.

[Détails](#)

ASSEMBLEE D'AUTOMNE DE FEMMES POUR LA PAIX

16.11.2022

La politique étrangère féministe fait de plus en plus référence aux droits des femmes et aux droits humains. Elle vise à offrir une politique pour tous et toutes. N'est-il seulement question de bonne volonté, surtout en ces temps tumultueux ? En théorie, elle existe déjà dans plusieurs pays. Comment peut-on mesurer son impact ?

Leandra Bias (ancienne membre de swisspeace, actuellement chercheuse à l'université de Berne) en connaît les forces et les faiblesses et effectue des recherches sur l'autoritarisme. L'assemblée d'automne des Femmes pour la paix Suisse offre une bonne occasion d'approfondir cette discussion.

RÉUNION D'INFORMATION

Fondation artasfoundation

19.11.2022 à 14h30 au Kunstmuseum Winterthur

L'exposition "Art et guerre" a actuellement lieu au Kunstmuseum de Winterthur.

Nous vous invitons à participer à une visite guidée suivie d'un apéritif dans le foyer du Kunstmuseum ainsi qu'à une discussion informelle sur notre propre travail, dans lequel nous abordons la thématique de l'art dans les régions en conflit (moins par des œuvres d'art que par des processus artistiques participatifs).

"PRIVATE SECTOR ENGAGEMENT – FROM ASPIRATIONS TO REALITY"

Symposium d'Helvetas (événement hybride en anglais)

23.11.2022, 14h30-20h à la Kursaal à Berne et en ligne

Grâce à des partenariats avec de grandes entreprises, les organisations de développement et les donateurs espèrent obtenir un impact et une portée par leurs opérations, ainsi que d'assurer la durabilité et l'innovation, ce qui est essentiel pour atteindre les ODD. En même temps, ces collaborations comportent des risques, car les objectifs et les valeurs des partenaires diffèrent. Que faut-il pour que l'utilisation durable des ressources naturelles profite aux pauvres et aux entreprises? Et comment favoriser la compréhension mutuelle et éviter les pièges ?

[Détails](#)

FESTIVAL DU FILM FRAUENSTARK !

25.11 – 4.12.2022 à l'atelier kult.kino, Theaterstrasse 7, Bâle

Le festival du film a lieu dans le cadre de la campagne de 16 jours contre la violence envers les femmes. Nous organisons une sélection d'événements parallèles à certaines productions cinématographiques. L'écrivaine ukrainienne Eugenia Selik, la cinéaste Celina Escher ainsi que la productrice de films Sonja Kilbertus ne sont que quelques-unes des invité·e·s passionnant·e·s qui donneront un aperçu approfondi des thèmes des productions cinématographiques respectives.

Quatre projections sont exclusivement réservées aux écoles.

Films : The Letter, Clara Sola, La Mif, 107 Mothers, Stand Up My Beauty, Fly So Far, among us women (première), Quo Vadis, Aida ?

[Détails](#)

ATELIER SUR LES MISSIONS DE PBI À L'ÉTRANGER

26.11.2022

Aimerais-tu t'engager pour le respect des droits humains au Mexique, au Honduras, au Guatemala ou en Colombie ? Alors inscris-toi dès maintenant à la journée d'atelier et apprends-en plus sur la résolution non-violente des conflits. L'atelier s'adresse en particulier aux personnes intéressées par un engagement à l'étranger. Mais il est également ouvert à celles et ceux qui s'intéressent de manière générale au travail pour la paix de PBI. La journée d'atelier sera bilingue, en français et en allemand, en fonction de la composition du groupe.

Ce PDF a été généré automatiquement.

Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

Éditeur	KOFF
Contact	kHaus, Kasernenhof 8, 4058 Bâle Tél.: +41 61 551 56 56
Rédaction	Sanjally Jobarteh, Dorothea Schiewer, Beat Müller
Traduction	Übersetzergruppe Zürich, Furrer Übersetzungen
Couverture	Alep, Syrie. Muhannad Ghannam/Unsplash

KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung
La plateforme suisse de promotion de la paix
La piattaforma svizzera per la promozione della pace
The Swiss platform for peacebuilding

KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue coordonnée par swisspeace. Elle est soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

ae-centre	Fondation Hirondelle	mission 21
Action de Carême	Fondation Peace Nexus	miva – transporte l'aide
Alliance Sud	Fondation village d'enfants	Organisation suisse d'aide
APRED	Graines de Paix	aux réfugiés
artasfoundation	Green Cross Suisse	Peace Brigades International
Baha'i	Groupe pour une Suisse sans ar-	Suisse
Brücke · Le pont	mée	Peace Watch Switzerland
cfid	HELVETAS Swiss Intercooperation	Quaker United Nations Office
Conseil suisse pour la paix	IAMANEH Suisse	Solidar Suisse
Croix-Rouge Suisse	ICP	SOS Village d'enfants
DCAF	Initiative de Lucerne pour la paix	Stiftung für Integrale
Eirene Suisse	et la sécurité (LIPS)	Friedensförderung
Femmes de Paix Autour du Monde	Interpeace	Swiss Academy for Development
Femmes pour la Paix Suisse	Ligue Suisse des femmes catho-	SWISSAID
Fondation Caux – Initiatives et	liques	Terre des Femmes Suisse
changement	medico international suisse	terre des hommes schweiz
	MIR Suisse	